

**DISCOURS DE MONSIEUR CARLOS FEDERICO RUCKAUF,
MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES DE LA REPUBLIQUE
ARGENTINE, A L'INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES**

Bruxelles, le 22 janvier 2003

**PANORAMA DE LA POLITIQUE ARGENTINE
DANS UNE PERIODE DE CRISE**

Je vous remercie de me recevoir dans ce beau palais historique et de me permettre d'être l'invité de ce prestigieux forum de dialogue qu'est l'Institut Royal des Relations Internationales, cénacle digne d'une Belgique respectée de par le monde pour être l'un des promoteurs infatigables de l'intégration européenne et de la négociation en tant qu'outil fondamental de coexistence.

Merci également de me permettre de parler de mon pays, en un moment où les Argentins avons besoin -comme jamais auparavant- de l'amitié de nos meilleurs associés. Nous avons besoin de cette amitié pour que soit plus fructueux l'effort avec lequel nous affrontons la crise dans laquelle nous sommes entrés, tous seuls, il y a un an. La crise dont, tous seuls, nous commençons, lentement, à sortir. Très lentement. Mais avec une ténacité et une détermination que nous même ne nous connaissions pas.

Je vais vous lire un texte qui n'est pas de moi :

"Après les émeutes de l'année dernière, l'Argentine s'est déclarée en cessation de paiement. Le peso a perdu 70 % de sa valeur, les banques se sont fermées et les biens de base ont commencé à manquer. La contraction que le pays a supporté a été deux fois plus profonde que celle qu'il a connu durant la Grande Dépression des années 30. Mais l'Argentine est restée debout. Le peso s'est stabilisé ces cinq derniers mois. Un Argentin sur quatre est sans emploi, mais la perte d'emplois s'est également stabilisée. L'argent revient dans les banques et à la Bourse. Pour la première fois en quatre ans, l'Argentine a connu deux (note : trois à ce jour) trimestres de croissance, même si c'est une comparaison avec une base très réduite des trimestres précédents".

Cette citation n'est pas extraite d'un discours du Président argentin ni d'un prospectus propagandiste de mon gouvernement; elle n'appartient pas non plus

à un turbulent et jeune économiste latino-américain. Elle est extraite d'un article paru dans le Wall Street Journal du 20 décembre 2002.

Permettez-moi dès lors -avec mes propres mots de Ministre d'un gouvernement de transition, en tant qu'homme dédié à la politique depuis sa jeunesse, en tant que chef d'une diplomatie qui admire le sérieux, l'intelligence, l'humanisme et la circonspection des dirigeants belges- que je vous trace un compte-rendu de ce qui se passe actuellement dans mon pays.

Après avoir accumulé les erreurs durant des décennies, les Argentins nous sommes vus contraints d'accepter que nous sommes arrivés à construire le contraire de ce que nous avons rêvé durant des générations. Autrement dit, de façon plus forte, nous avons détruit le travail de plusieurs générations. Pour les partis politiques argentins, cela n'a pas été facile à assumer. Pour chaque citoyen, cela a été plus dur encore d'abandonner la notion presque innée d'abondance et de la supplanter par la permanence quotidienne de sa propre détresse et de celle d'autrui.

Souvent, en de telles circonstances, les sociétés s'abandonnent à certains autoritarismes : le nationalisme fallacieux, la xénophobie, la chasse aux sorcières, le poujadisme, le vandalisme, l'égoïsme effréné et tant d'autres variantes du désespoir et de la désespérance.

Rien de cela ne s'est produit en Argentine.

En même temps que le tumulte de l'indignation et du rejet du début, on voyait se renforcer une nouvelle vitalité, la solidarité, la détermination, une lucide confiance en son propre effort, une implacable prise de conscience de la proximité de l'abîme et une sensation que, depuis plus d'un siècle, les Argentins n'avaient pas connue : celle d'avoir devant soi la tâche de construire un pays nouveau.

Comment cette réponse à la crise qui nous surprend nous-mêmes, Argentins, a-t-elle été possible ?

Je crois que, au-delà des erreurs accumulées depuis des décennies, comme je l'ai mentionné au début, les Argentins ont à notre actif le meilleur de ce que nos ancêtres, natifs et immigrants, avaient inculqué à leurs descendants à travers la famille, l'école, la culture. Quelque chose, un héritage culturel plus riche que ce que nous n'avions jamais imaginé, élaboré avec la force de l'Amérique et de l'Europe, avec la vigueur des dépossédés d'Amérique et d'Europe dont nous sommes les descendants. En plus de nous avoir légué un pays avec une vocation d'opulence un peu hâtive, ils nous ont aussi transmis certains de leur meilleurs reflets. L'un d'eux étant, sans aucun doute, ce

mélange de ténacité et de non conformisme avec lequel l'Occident a entamé son aventure il y a plus de vingt siècles.

Je vous invite à revoir certains faits concrets.

- Les citoyens argentins s'organisent en actions solidaires et efficaces, dans les domaines de l'alimentation, de l'éducation, du commerce et de l'industrie.

- Les activités industrielles disparues durant la dernière décennie commencent à se reconstruire, démontrant ainsi que le capital humain était quasi intact et peut être mis à nouveau en route, peut-être avec une plus grande prudence et une plus grande solidité.

- Depuis un an, l'Argentine (à qui on reprochait il y a peu de mener un train de vie au-dessus de ses moyens) vit de ses seules exportations.

- Les bruyantes réclamations de mes compatriotes signifient également que les Argentins avons un projet exigeant pour le pays.

- Au moment le plus critique, lorsque la tentation était plus facile, personne n'a songé à abandonner la démocratie. Au contraire, la population y croit fermement. Et ses protestations sont, une fois de plus, la preuve de la salutaire vocation politique des citoyens. Une vocation qui, curieusement, s'est affirmée dans l'adversité et qui, pour cela, en est beaucoup plus précieuse et fiable.

- L'Argentine n'a pas abandonné ses engagements envers la Région et envers le monde :

- le MERCOSUR, notre priorité stratégique, continue d'avancer, en perfectionnant ses institutions, en créant des mécanismes de solution des controverses... et, maintenant, nous avons proposé la création d'un Institut Monétaire et la gestation d'un Parlement Régional qui commence à compenser le déficit démocratique qui, selon ce que nous ont enseigné les Européens, peut abriter les processus d'intégration. Dans toutes ces tâches qui tendent à perfectionner les compétences du MERCOSUR, nos partenaires, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, n'ont pas dû prendre en charge une Argentine immergée dans des cogitations sur ses propres vicissitudes, mais ils ont pu compter sur un partenaire désireux d'optimiser la mise en marche de toutes les énergies, les recours et les habilités de la Région, pour le bénéfice de tous. Et dans le MERCOSUR, mais en ce qui concerne les négociations avec l'Union Européenne, vous êtes témoins que mon pays a maintenu son aspiration à une véritable association stratégique, qui reprenne le défi historique d'un Accord inter-régional dans lequel le politique, la coopération et l'économique aient la même solidité et la même hiérarchie, comme les Européens nous l'ont proposé au début. Nous n'avons abandonné aucun des

projets qui ont fondé l'Accord de Madrid. Nos difficultés nationales ne nous détournent pas de ce but. Pour toutes les tâches, le MERCOSUR et l'UE peuvent continuer à compter sur une Argentine disposée et disponible.

- Le Chili et la Bolivie sont également les témoins de notre volonté de veiller plus que jamais sur notre patrimoine de relations historiques privilégiées, dans tous les domaines. Avec le Mexique nous avons une relation spéciale.
- Le reste de l'Amérique Latine a pu constater que nous avons toujours contribué à l'amélioration de la Région qui, et c'est un honneur de le signaler, nous a accompagné avec une fraternité exemplaire.
- Dans ce sens, nous avons accompagné discrètement le processus du Venezuela, conjointement avec le Secrétaire Général de l'O.E.A., Monsieur César Gaviria, en suggérant la constitution du Groupe d'Amis pour aider la démocratie et la gouvernabilité de ce pays frère.
- L'O.E.A. a compté sur notre appui et notre initiative dans tous les projets visant à perfectionner la coexistence, la démocratie, le désarmement et la lutte contre le terrorisme sur le continent. Nous avons participé à toutes les actions tendant à la reconstruction et au progrès de l'Amérique Latine.
- Notre engagement envers la paix et la sécurité internationales n'a été négligé dans aucune des actions dont nos très graves difficultés domestiques auraient pu nous détourner :
 - Des Opérations de Maintien de la Paix à Chypre, au Kosovo et sur d'autres scènes internationales comme le Sahara Occidental, les Hauteurs du Golan, la frontière entre l'Irak et le Koweït, le Congo, le Timor Oriental, le Guatemala.
 - A la Triple Frontière entre le Brésil, le Paraguay et l'Argentine, nous avons proposé une politique de prévention et de contrôle de la sécurité.
 - La recherche d'une coopération plus étroite entre les partenaires d'Amérique et d'Europe, qui comprenne depuis la formation du personnel jusqu'à la coopération entre les Forces Armées, les Gendarmeries et les Polices, en passant par la réalisation d'exercices conjoints ou la coopération entre les Centres d'Entraînement pour les Opérations de Maintien de la Paix.
- De nombreuses institutions internationales comptent des Argentins prestigieux au sein de leur hiérarchie : l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), l'Organisme International de l'Energie Atomique (OIEA). En septembre prochain, nous assumerons la Présidence du Régime de Contrôle de Technologie Missilistique (MTCR).

- Je passerai maintenant à ces lignes parallèles que sont nos relations avec l'Europe et avec les Etats-Unis et qui constituent pour nous une Politique d'Etat que la crise n'a fait que renforcer :

Notre pays est dans l'Atlantique et a avec l'Europe un lien historique très spécial et unique, aussi bien dans le domaine culturel que dans le domaine économique et commercial. En même temps, nous sommes en Amérique et nous partageons avec les Etats-Unis toutes les convictions historiques du continent. La conséquence de ce double rattachement est que, une fois franchi le cercle prioritaire du MERCOSUR, les Etats-Unis et l'Europe sont nos alliés naturels. Les liens avec le premier complètent notre relation avec les seconds étant donné que les deux -l'Europe et les Etats-Unis- maintiennent entre eux les mêmes relations étroites.

Tout cela étant dit, on pourra comprendre que notre qualité d'allié extra-OTAN des Etats-Unis ne fait que compléter notre coopération primordiale avec le Brésil et avec le Chili, la relation spéciale avec l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie et nos liens avec l'Europe.

Toute cette précieuse trame de relations a été maintenue.

- Des institutions fondamentales pour l'amélioration de la communauté internationale, tels que le Tribunal Pénal International, ont vu durant cette dernière année, une Argentine faisant honneur à son actif engagement initial envers le projet, au point de proposer un Juge comme candidat qui, avec le candidat de la Belgique, sera soumis au vote ces prochains jours.
- Les pays dont les entreprises ont effectué des investissements en Argentine conviendront sûrement de ce que les Argentins, avec nous pour et nous contre, ne sommes pas tombés dans la tentation manichéenne et que, je le répète avec nous pour et nous contre, nous transitons par une voie de permanente négociation avec chaque investisseur, en tâchant d'équilibrer les intérêts présents et futurs de l'ensemble social, de chaque entreprise et des utilisateurs. Dans l'entendement que ces entreprises et les Argentins sommes dans le même bateau et partageons des attentes vitales pour le futur.

Je crois que, dans ce domaine, nous apprenons à faire un "compromis à la belge". Cela vous a réussi. Nous nous contenterions d'un peu de votre succès.

Cela étant dit, permettez-moi un aparté : comment pourrait-on nous reprocher de ne pas contrôler, de ne pas dominer nos tribunaux dans les procès sur des investissements étrangers, sur les droits des épargnants argentins et

étrangers ou sur n'importe quel autre sujet ? Comment peut-on nous demander de dénaturer une des bases de cette démocratie que nous essayons de reconstruire au milieu de la crise ? Vos propres opinions publiques nous le reprocheraient amèrement si nous faisons ce qu'on nous propose.

Du très sommaire compte-rendu que nous venons de faire, ne surgirait-il pas une des nouvelles qualités qui s'affirmeraient en Argentine, qui est celle de consolider -au milieu d'une commotion historique- les Politiques d'Etat internes et externes qui s'étaient forgées ces dernières décennies ? Une de ces politique d'Etat est-elle négative ?

Maintenant, arrivant déjà à la fin de cet exposé, je vais me référer à mon gouvernement :

En poursuivant avec les questions, vous pourriez me demander quel rôle a rempli le gouvernement argentin face à la crise. Je vous répondrai que, en premier lieu, il n'a empêché aucune des manifestations positives que je viens d'énumérer. Il a essayé d'accompagner les meilleurs projets de la citoyenneté; il n'a pas ignoré ses responsabilités face à la contrainte.

Il a commencé ainsi à récupérer -avec très peu de ressources et dans les situations limites qu'il a héritées- le rôle essentiel de l'Etat dans la tâche d'assurer l'alimentation, la santé, la disponibilité d'une allocation élémentaire pour les familles.

Je peux aussi dire que le Président a fait de sa parole engagée la muraille la plus infranchissable pour sa propre candidature.

Que le gouvernement fédéral a commencé une concertation honnête et effective avec les Etats provinciaux.

Et que, comme je l'ai déjà mentionné, il a pris le chemin du dialogue permanent avec les investisseurs étrangers, les hommes d'affaires et les syndicats.

Il accompagne également la réactivation d'entreprises, grandes, petites et moyennes, avec le peu de ressources qu'offre cette conjoncture d'absolue restriction. On a fait d'importants progrès dans les perceptions fiscales et dans l'optimisation de l'usage des fonds publics.

Et, si vous répondiez affirmativement aux questions que je me posais tout à l'heure, nous concluerions que le gouvernement a préservé et consolidé de bonnes politiques d'Etat, internes et externes.

Tout cela n'est pas peu pour un gouvernement de transition qui a traversé la pire des crises. Cela a commencé lorsque la crise s'était installée avec toute sa virulence, il a travaillé entre les éruptions, les dominant parfois, les supportant d'autres fois, et s'il remplit sa mission il remettra le pouvoir à un nouveau gouvernement élu par le peuple, qui -nous l'espérons- pourra gravir une pente moins inclinée.

Je voudrais, maintenant que nous arrivons à la fin, vous parler de l'Argentine sans vous parler des Argentins. Mon pays conserve toute la fertilité de son territoire, la force et l'avantage de ses fleuves et toutes les ressources matérielles que connaît le monde et qui sont très variées; s'il est vrai que cette crise rend les Argentins meilleurs, nous pourrions probablement les mettre à profit avec plus d'efficacité que nous l'avons fait jusqu'à présent. Pour cette tâche, nous aurons besoin de nos partenaires du Mercosur, d'Europe et d'Amérique.

Permettez-moi d'ajouter ceci : nous sommes la huitième superficie du monde, nous possédons une plate-forme continentale pleine de richesses, nous sommes le principal exportateur d'aliments per capita du monde, le second exportateur mondial d'huiles végétales après les Etats-Unis, l'un des principaux exportateurs de soja -avec le Brésil, nous dominons ce marché-. Nous exportons des réacteurs nucléaires, nous pourvoyons en technologie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques et, avec le Brésil, l'Europe et les Etats-Unis, nous constituons une association pour le développement de la technologie spatiale et satellitaire. Notre population est parmi les plus cultivées; le rapport du PNUD sur le développement humain a souligné que notre indice d'alphabétisation est l'un des plus élevés d'Amérique Latine (96,8 %), après l'Uruguay. La balance commerciale argentine a eu, en 2002, un excédent de plus de 15.000 millions de dollars U.S., malgré le fait que nous n'ayions pas eu accès au crédit.

Mesdames, Messieurs, comment peut-on croire alors que nous ne sommes pas en mesure de payer nos dettes, de générer plus de richesses et d'investissements ?

Je vous ai tout exposé avec sincérité et confiance. Avec sincérité car mon gouvernement m'a envoyé auprès d'un ami de longue date de l'Argentine. Avec confiance car je suis encouragé par les résultats de notre coopération bilatérale en matière scientifique, technique, industrielle, nucléaire, spatiale et militaire. Et par l'attitude avec laquelle les investisseurs belges établis en Argentine ont affronté la crise, la considérant, avec loyauté, comme un défi partagé par les Belges et les Argentins.

En ce moment je me souviens que, en un autre siècle agité, le Libertador San Martín a trouvé refuge dans cette ville. Beaucoup de choses se sont passées

depuis, en Europe et en Amérique. Et l'Histoire nous a trouvés et nous trouvera toujours travaillant ensemble. Travaillant pour le bien.

Merci beaucoup.